Document généré le 12 juil. 2025 03:47

L'Actualité économique

Note sur les *Kibbutzim*

Jean Mehling

Volume 33, numéro 4, janvier–mars 1958

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1001281ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1001281ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Mehling, J. (1958). Note sur les *Kibbutzim*. *L'Actualité économique*, *33*(4), 572–596. https://doi.org/10.7202/1001281ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1958

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Note sur les *Kibbutzim* [1]

Dans son *Dictionnaire de la Bible*, Vigouroux écrivait, dès 1912, les mots suivants: «L'agriculture devint comme le pivot et le fondement de la société que Moïse établit et ce fut là une des causes de la supériorité de la législation mosaïque sur les autres législations profanes»[2].

Ainsi, trente-trois siècles avant le nôtre, les impératifs d'une certaine stabilité économique par la fixation au sol juif d'une population agricole préoccupaient Moïse, économiste et pas seulement légiste. La grande malédiction qui semblait peser sur les fils de Jacob fut longtemps considérée comme une réalité sans espoir. On connaît la suite: un peuple errant; l'absence de toute réalité politique; une mentalité qui faisait du Juif un étranger où qu'il fût; l'absence bien entendu de toute économie nationale en dépit d'une sorte de véritable richesse nationale «supra-nationale», si l'on peut dire, de la race juive. Les Juifs, étrangers partout puisque sans nationalité juridiquement admise, formaient deux catégories économiques. La première de celle-ci, riche, dotée d'un incroyable esprit de solidarité, dirigeait le monde, disait-on. La seconde, rejetée dans les ghettos, croupissait dans une pauvreté d'où rien ne paraissait en mesure de jamais la sortir. Nous ne nous intéresserons pas ici à la première de ces deux catégories de Juifs.

Les quelques remarques qui vont suivre racontent l'histoire assez extraordinaire, riche en leçons, forte en couleurs, de gens

1. Texte d'une communication au congrès de l'ACFAS de novembre 1957.
2. F. Vigouroux, *Dictionnaire de la Bible*, Paris, Letouzey — au mot Agriculture. Cf. notre article sur le système économique des pays musulmans, *Revue de l'Université d'Ottawa*, no 3, 1957, p. 331.

des ghettos ayant réalisé, avec un indiscutable succès, ce que d'éminents esprits n'avaient jamais réussi qu'à conduire à l'échec: de véritables communautés agricoles, dont il est difficile de dire avec exactitude ce qu'elles sont (communistes selon les uns; accusation violemment repoussée par les autres). Quoi qu'il en soit, nous allons voir que les *kibbutzim*, communautés collectivistes, sont à mi-chemin entre une organisation spécifiquement économique et un système philosophique traduit dans la réalité. Ils sont un mode de vie, mais également un mode de penser.

Nous examinerons tout d'abord les données fondamentales sur lesquelles s'appuient les kibbutzim; en second lieu, nous examinerons un *kibbutz* en tant qu'entité économique; en troisième lieu, nous nous demanderons quelles sont les réalisations économiques attribuables aux kibbutzim, depuis leur création jusqu'à ce jour.

* * *

Il est difficile — sinon même impossible — d'envisager le seul aspect économique des kibbutzim. Certaines attitudes économiques ne s'expliquent, ne se justifient qu'à partir de considérations philosophiques, sociologiques, géographiques dont l'ignorance rend impossible la compréhension du problème.

Nous nous contenterons, pour l'instant, de deux séries de considérations: celles de l'histoire, celles de la géographie. Le substrat philosophique et sociologique, intimement lié au fonctionnement économique, apparaîtra à l'examen du mécanisme proprement dit du kibbutz.

Ainsi que nous l'avons dit, la majeure partie des Juifs réfugiés hors de leur patrie n'ont que très rarement réussi à s'assimiler à leurs patries d'adoption. Il y a eu de brillantes exceptions, sans doute; mais la règle générale a tout de même été celle, soit d'un repliement sur soi-même, soit d'une contrainte exercée sur les minorités juives pour les obliger à évoluer en communautés opaques: nous pensons ici à la vie des ghettos, qui a si profondément marqué les Israëlites et explique, nous allons le voir, certaines caractéristiques du kibbutz.

Le mouvement ayant abouti à la naissance du kibbutz est donc né de facteurs historiques (persécutions tsaristes, par exemple),

mais plus encore des conséquences sociologiques et économiques engendrées par ces facteurs.

Les persécutions tsaristes, en particulier, ont conduit un groupe de Juifs à émigrer, dès 1909, vers la Palestine, alors sous domination turque. Ce n'est là que la traduction proprement historique du phénomène. À quoi celui-ci correspond-il en réalité?

Sociologiquement parlant, le mouvement correspond à un effort pour la libération de l'individu des contraintes pesant sur sa propre liberté. On entend fréquemment dans les discussions à l'intérieur du kibbutz, des remarques de ce genre: besoin de libérer l'individu des contraintes, désir d'égalité entre tous, rupture des contraintes familiales qui, à l'intérieur du ghetto, s'ajoutaient encore aux contraintes extérieures, libération du besoin (toutes réactions qui représentent sans doute la réaction normale contre l'oppression séculaire); besoin de faire éclater le cadre trop étroit au milieu duquel les individus se trouvaient comprimés. Considérations extra-économiques, sans doute, mais qui ne vont pas manquer de conditionner le comportement économique des *kibbutznik* placés dans certaines conditions sociologiques favorables. Libération de complexes séculaires, mais dont l'incidence sur l'économique ne saurait être négligée.

Philosophiquement parlant, le kibbutz s'appuiera sur un idéal coopératif dont la forme finale devait être le communisme intégral, mais dont l'origine se trouve très probablement dans la coopération historique à laquelle la vie de contrainte des communautés juives avait accoutumé les individus.

On objectera peut-être qu'il eût été plus normal, à l'issue d'une longue période de contrainte, d'assister à une réaction individualiste. Les kibbutzim ne groupent pas tous les Juifs réfugiés en Israël; il existe donc d'innombrables exceptions à ce que nous venons de dire. Néanmoins, nous allons le voir, le processus de formation du kibbutz exigeait davantage un recours à la stricte coopération qu'une floraison de l'esprit individualiste.

C'est en 1909, nous nous en souvenons, que les premiers mouvements vers la Palestine se manifestent (au moins, en ce qui concerne le système des kibbutzim). Les émigrants s'établissent sur les bords du Jourdain, à quelque distance au sud du

lac de Tibériade. Il s'agit d'une poignée d'hommes, sans moyens matériels, sans autre capital de production que leur propre force de travail. L'activité industrielle leur est donc fermée, et cela pour plusieurs raisons faciles à comprendre:

— le pays (la Palestine) est sous la domination turque, ce qui limite la liberté d'action des pionniers;

— le mouvement kibbutz est l'oeuvre d'intellectuels. Ce n'est que plus tard qu'il perdra cet aspect de son caractère. Pour l'instant, cependant, cette caractéristique limite ses vues économiques et rend l'expérience à peine viable. L'objectif ne peut qu'être restreint, comme les moyens: la petite agriculture demeure un maximum.

— La seule aide sur laquelle puissent compter les kibbutznik est celle d'Edmond de Rothschild: les fonds mis par celui-ci à leur disposition doivent, conformément au désir du prêteur, servir à une activité monoculturelle: celle de la vigne.

Si l'expérience, à ses débuts, traîne en longueur, la raison en est historique, sans doute, mais aussi de nature géographique. Émigrants dans leur patrie, ce qui est un paradoxe, mais dans une patrie sans personnalité juridique, les premiers pionniers doivent subir deux catégories de contraintes: celle d'une géographie rendue ingrate par la longue dégradation musulmane; celle d'avoir à se contenter, à l'intérieur d'un pays en mauvaises conditions agricoles, des sols les plus pauvres. Dès 1901, le Fonds national Juif acquiert des terres qui seront mises ultérieurement à la disposition des émigrants. Le grand rêve d'une patrie juive, en cours de réalisation par des moyens détournés, rencontre des obstacles où difficultés politiques se conjuguent avec difficultés géographiques: les sols les plus ingrats sont seuls disponibles. L'activité économique des futurs émigrants se trouvera donc limitée à un double point de vue: les terrains exploités offriront à leurs occupants le maximum de difficultés; leur exploitation exigera un effort de masse, que seule l'activité coopérative pourra fournir.

Absence d'eau, terrains sablonneux, éloignement des côtes de la Méditerrannée, climat d'une rudesse marquée, ce ne sont là que quelques-uns des obstacles qu'il faudra vaincre, ou qu'on

pourrait vaincre si les moyens de production étaient à la mesure des ambitions. Cette combinaison d'arguments géographiques et d'arguments plus spécifiquement économiques explique les échecs du début. Il ne fait pas de doute, par exemple, que la monoculture vinicole, plus ou moins imposée par Rothschild, et qui, en toute autre circonstance, eût constitué le mode le plus logique d'exploitation, ne correspondait pas aux conditions économiques du pays: impossibilité d'abaisser les coûts d'exploitation à un niveau véritablement concurrentiel, inadaptation aux besoins véritables d'un pays à forte densité musulmane, et, plus encore, oubli des risques courus du fait d'un climat changeant, inclément, qui eût milité en faveur d'une polyculture doublée d'un polyélevage. C'est d'ailleurs à cette seconde forme d'exploitation agricole que se sont rangés les kibbutzim de l'actuel État d'Israël. Nous le verrons plus tard, les résultats acquis dans la phase contemporaine de l'exploitation des kibbutzim se sont révélés infiniment plus productifs.

Compte tenu des difficultés signalées, seule une activité collective pouvait venir à bout des obstacles élevés par la géographie. Il faut bien le dire, l'exploitation agricole de terrains résiduels submarginaux ne pouvait tenter les individus. Elle correspondait à un travail de pionnier, devant lequel les qualités collectives détiennent plus de valeur que les qualités individuelles. Pour dire la vérité, il nous paraît que l'exploitation des terres submarginales ne pouvait aboutir à un rendement satisfaisant que dans la mesure où elle se trouvait conduite par une masse d'individus acceptant de renoncer à l'objectif traditionnel des bénéfices, au profit d'un simple souci d'équilibre financier. C'était là, en effet, une entreprise ne pouvant tenter une société capitaliste ordinaire et exigeant un renoncement qu'il semble déraisonnable d'attendre d'une exploitation agricole ou industrielle ordinaire. Nous remarquerons ultérieurement que les difficultés à surmonter (transport, construction), compte tenu des obstacles à éliminer (obstacles politiques, financiers, géographiques) postulaient l'adoption d'une forme coopérative d'exploitation, celle-ci se révélant la seule capable de concilier deux méthodologies d'exploitation apparemment inconciliables dans un système capitaliste ordinaire: la fragmentation des exploitations et leur coordination, une mise

en commun respectant la nature de chacune des communautés tout en regroupant et en divisant leurs efforts, le but final étant un partage des risques et une mise en communauté des avantages.

En fait, cependant, ces quelques remarques préliminaires demeurent nettement insuffisantes dans une tentative d'explication du fonctionnement économique du kibbutz. Unité économique, sans doute, le kibbutz est aussi unité philosophique. Il en résulte, dans un essai d'analyse, l'obligation de tenir compte des imbrications réciproques de l'une et l'autre de ces deux notions. S'il fallait, à l'instant d'aborder le second point de cette étude, résumer le problème du kibbutz en un seul mot, nous aurions recours à celui de «mystique». Contrairement peut-être à toute attente, nous pensons qu'il doit être possible de présenter la notion du «kibbutz entité économique», en disant qu'il repose sur quatre aspects de cette notion de mystique: la mystique du besoin, celle du travail, celle de l'égalité, celle enfin de l'autonomie.

* * *

La cause profonde de la naissance du kibbutz n'est nullement mystérieuse. Elle est celle de toute création d'inspiration économique: le besoin humain. Il faut cependant remarquer, à propos des kibbutzim, que les appétits des pionniers juifs n'étaient pas, ne sont pas, aujourd'hui encore, uniquement économiques. On a dit et répété, à propos du kibbutz, qu'il est un mode de vie, mais aussi un nouveau mode de penser. Il y aurait donc, à l'origine, un besoin de libération à l'égard des contraintes spirituelles et matérielles. Dans le cas d'une colonisation juive, on éprouve quelque difficulté à déterminer le domaine qui l'emporte.

Comment se présente un kibbutz? Il s'agit d'un village collectif, c'est-à-dire où la vie s'effectue en commun, où toutes les activités (familiales même) s'effectuent en commun; où les actifs tout autant que les éléments de passif sont imputés à la collectivité; où les décisions sont prises en commun (y compris l'admission de nouveaux membres) durant l'assemblée générale hebdomadaire. Matériellement parlant, le kibbutz-type serait, par exemple, un village de forme plus ou moins circulaire: le centre du cercle serait l'ensemble des locaux de la communauté (réfectoire,

servant de salle de réunions, magasins, cuisines, etc. . .). Autour de ces bâtiments communautaires s'élèveraient les locaux d'habitation (maisonnettes de quelques pièces, par exemple). La troisième rangée du cercle, en allant vers l'extérieur, serait constituée par les fermes; puis viendraient les terres, et, ici ou là, des points forts (le centre du village possédant, la plupart du temps, une tour d'observation, pour la surveillance contre les attaques arabes). En somme, cette disposition dans l'espace correspond à une certaine forme de pensée, parfaitement rationnelle compte tenu des objectifs poursuivis.

Économiquement parlant, elle traduit également un type d'organisation déterminée, et un seul: les besoins collectifs sont au centre du village tout comme ils sont au centre des préoccupations des kibbutznik. Il faut noter cependant que la «mystique du besoin» (besoin de libération des kibbutznik à l'égard de toutes les servitudes individuelles, besoin de liberté spirituelle, de libération à l'égard des contraintes qu'impose la vie non collective) ne se trouve pas encore pleinement réalisée. Deux stades doivent en effet être franchis: à chacun selon ses besoins, stade final, stade du communisme intégral, au sens économique du terme; à chacun selon sa productivité, stade premier, stade du socialisme en marche vers le communisme. Examinons rapidement ces deux stades d'évolution du kibbutz.

«À chacun selon ses besoins» reste l'idéal des kibbutznik. Il s'agit d'une libération complète des individus en tant que tels à l'égard des difficultés matérielles. De quelle façon cette phase du programme des kibbutzim se trouve-t-elle réalisée?

L'objectif des kibbutznik est la subvention par la collectivité aux besoins et à tous les besoins; il suppose donc deux choses: en premier lieu, que la collectivité dispose de moyens matériels suffisants; en second lieu, que les individus renoncent à certains besoins individuels incompressibles (ou jugés tels par la collectivité), au profit, précisément, de cette collectivité.

Qu'entendre, dans le cas du kibbutz, par moyens suffisants? Il faut bien remarquer que la définition «à chacun selon ses besoins» ne saurait avoir un sens en elle-même. Nous voulons dire par là qu'il n'existe pas un dosage-type. En réalité, l'objectif poursuivi s'efface devant la contingence des phénomènes comptables. Le

kibbutz, dans l'immédiat, détermine ses besoins en fonction de ses ressources, bien plus que l'inverse. Le déséquilibre des premières années de la vie collective se trouvait compensé par les libéralités d'Edmond de Rothschild. Aujourd'hui, d'une façon générale, le système des subventions extérieures n'est en honneur que durant les premières années de fonctionnement. Les prêts, consentis à 4 p.c. l'an par le Fond national Juif, avec un délai de grâce de 5 à 7 ans pour les intérêts et étalement du remboursement en capital sur 25 ans, exigent du kibbutz un strict équilibre comptable. Le kibbutz, au début de l'année (par l'intermédiaire de son trésorier et avec l'accord de l'Assemblée générale), détermine le volume des recettes prévues; disons par exemple 200,000 livres israëliennes. Le volume des dépenses ne pourra donc excéder 200,000 livres. L'assemblée prendra en considération la population totale du kibbutz, soit par exemple 350 personnes. La dépense annuelle possible par individu ne pourra donc excéder 5,688 livres.

Au premier abord, on estimera le chiffre très élevé. Si l'on s'en tient au change officiel de 2.80 dollars pour une livre, le montant précédant représente 15,926.40 dollars par individu et par an. Il convient d'énoncer les plus extrêmes réserves à propos de ce montant. Tout d'abord, le change officiel n'a que peu de signification: il n'est applicable que dans une série de domaines très limités. Les investisseurs et les vendeurs étrangers se voient accorder des taux de change bien plus favorables (1.40 dollar ou 1 dollar pour une livre). Ainsi, l'ensemble des biens et services acquis à l'étranger représentent un montant en livres bien plus élevé que ne le laisserait supposer le taux de change officiel. Et la plupart des kibbutzim ne peuvent vivre sans importer des biens de première nécessité qui ne sont pas encore produits par l'État d'Israël lui-même: camions, tracteurs, etc. . .

En second lieu, il serait vain d'imaginer le budget précédent comme un budget individuel. Nous avons dit que la collectivité devait pourvoir à l'ensemble des besoins individuels et collectifs. Il ne saurait être question de les énumérer tous. En fait cependant, la liste devrait désigner tous les besoins: achats d'engrais, de machines agricoles, de camions, mais aussi achats de matériaux de construction, d'appareils sanitaires, denrées alimentaires

ne pouvant être produites par le kibbutz. De plus, l'absence de salaire exige que le kibbutz prenne à sa charge les distractions des individus, l'éducation des enfants, les articles les plus élémentaires (tels que savon, lames de rasoir), le coût des innombrables services qui ne peuvent se chiffrer avec précision (services du médecin, du coiffeur, etc. . .) et encore l'entretien des malades, des vieillards, d'éventuels secours à des parents demeurés hors du kibbutz, sans compter l'allocation annuelle servie aux kibbutznik à titre d'argent de poche pour leurs menues dépenses et leurs vacances; sans compter non plus les paiements d'intérêts ou les salaires servis à certains travailleurs non-kibbutznik qu'il a fallu engager.

Il faudra donc que les recettes atteignent le montant de 5,688 livres par individu et par année. Dans le cas contraire, l'assemblée devra agir sur les besoins eux-mêmes. L'allocation annuelle d'argent de poche sera diminuée, par exemple; ou, plus simplement, on renoncera à la construction de nouvelles résidences, ou à des installations sanitaires plus perfectionnées. Il faut lire les récits faits par les premiers pionniers de l'après-guerre, pour comprendre ce que représente une telle discipline collective. En priorité, le kibbutz doit effectuer les dépenses considérées comme véritablement productives. La conception de la productivité est très proche de celle des Physiocrates: seul le travail manuel est véritablement considéré comme productif.

Pour survivre, pour faire face à ses engagements, le kibbutz doit se préoccuper de drainage des champs, bien avant de se préoccuper du confort des kibbutznik. C'est en partie cette optique du besoin qui a détourné tant d'individus du kibbutz au profit du *moshav*, autre communauté agraire de forme moins stricte. Le récit des assemblées hebdomadaires est plein de violentes discussions sur le problème de l'incompressibilité des besoins. Si le mot n'est pas employé, l'esprit y est. On n'est pas loin, en fin de compte, de penser qu'aujourd'hui encore la plupart des dépenses effectuées satisfont des besoins parfaitement incompressibles. L'optique du besoin doit donc, en conséquence, correspondre à une optique autoritaire: celle de la communauté. L'objectif communiste est loin de se trouver atteint, en dépit d'indiscutables améliorations.

Voici, à titre d'exemple, comment se répartissent les cultures pour 100 *dunams* (c'est-à-dire 100 fois ¼ d'acre) de terre exploitée. On notera que cette répartition traduit de façon vigoureuse la hiérarchie des besoins selon une optique de kibbutz[1].

Pour 100 dunams de terres cultivées, la ventilation s'effectue ainsi: 60 dunams consacrés à la nourriture des animaux, 10 seulement à celle des particuliers, 10 à l'arboriculture, 10 aux semences, 6 aux légumes et 4 (ce qui est peu, compte tenu de la pauvreté des environs de la plupart des kibbutzim frontaliers) à la construction et aux espaces libres.

Il ne s'agit pas là d'un exemple isolé. On pourra, dès à présent, tirer une conclusion très importante. En tant que telle, c'est-à-dire en tant qu'entité économique désireuse d'atteindre à son équilibre financier, le kibbutz nous paraît avoir fait la preuve de son insuffisance. Nous verrons ultérieurement que si certains kibbutzim ont réalisé de remarquables progrès depuis leur création, ils le doivent à une double considération:

— en premier lieu, les kibbutzim ne sont pas aussi isolés que le laisserait croire l'aridité des chiffres. La forme coopérative adoptée par le système kibbutz a pallié bon nombre d'insuffisances sur lesquelles nous reviendrons;

— en second lieu, l'idéal communiste «à chacun selon ses besoins» n'est encore qu'un lointain objectif. Le premier stade n'est que celui de la maxime «à chacun selon sa productivité». C'est ce que nous appelons la mystique du travail, notion à laquelle nous allons consacrer les prochaines remarques.

* * *

Tout autant par nécessité que par idéal, les Israëliens ont accordé la place centrale de leurs préoccupations au travail. Dans le cas des kibbutzim cependant, le travail devient une véritable obsession. Si nous avons utilisé l'expression de mystique du travail, c'est précisément parce qu'il nous paraît que le travail est respecté au delà de toute mesure; cela ne serait admirable que dans la mesure ou n'en résulterait pas une mentalité quelquefois fort discutable. Weingarten donne à ce propos un exem-

1. Esther Tauber, *Molding Society to Man*, New-York, 1955, p. 43.

ple particulièrement caractéristique de l'esprit qui règne parmi les kibbutznik[1].

«Quand un camion de dix tonnes a roulé jusqu'à six heures du soir avec son plein chargement de fourrage, voici à quoi l'on peut déterminer l'indice de réussite d'un kibbutz: au nombre des kibbutznik qui, ayant terminé leur journée de travail, ayant pris leur douche et s'étant changés, acceptent de quitter à nouveau leur foyer pour s'en venir décharger le camion».

Le travail accompli ici dépasse donc l'effort ordinaire. Il faut, pour s'en convaincre, savoir que le travail du kibbutz n'est pas rémunéré, n'est pas salarié au sens ordinaire du terme. Le kibbutznik reçoit, en principe, le bénéfice de son travail sous forme de biens et services qui lui sont distribués par la collectivité. En aucun cas cependant il ne perçoit de monnaie. À ce point de vue, évidemment, il s'agit d'une stricte application du principe «à chacun selon ses besoins», beaucoup plus que du principe «à chacun selon sa productivité». Voyons, en effet, le cas cité par Weingarten. Le kibbutznik effectuant des heures supplémentaires ne recevra rien de plus que ses collègues. Sa récompense sera purement morale: nous essayerons de démontrer plus tard quel prestige s'attache à la notion d'effort physique.

Il faut dire cependant que le cas précédent ne correspond pas à une règle déterminée du kibbutz. En théorie, la durée normale (légale, en quelque sorte) du travail est de 8 heures. Il s'agit tout au moins là d'un idéal que seules les difficultés d'une période d'établissement et les impératifs de la lutte contre les infiltrations arabes ont relégué provisoirement au second plan. Dans la pratique, la journée de travail comprend 8 heures et demie à 9 heures et demie, et cela 6 jours par semaine.

Nous avons dit que le travail n'est pas salarié. Il est intéressant de se demander de quelle façon le travailleur se trouve rémunéré. Toujours si l'on en croit Weingarten, «la base de la comptabilité du travail effectué par les kibbutzim est la valeur d'une journée de travail. Chaque secteur du kibbutz détermine la valeur moyenne de sa journée de travail en divisant le revenu total acquis par le nombre des journées de travail effectuées en

1. Murray Weingarten, *Life in a Kibbutz*, New-York, 1955, pp. 36-37.

une année. L'ensemble du kibbutz, à son tour, calcule la valeur moyenne de la journée de travail de tous les kibbutznik de la façon suivante: le revenu total annuel du kibbutz par le nombre total des journées de travail de tous les kibbutznik, travail — dit l'auteur — effectué soit dans les activités productrices de revenu, soit dans les activités de service»[1].

Ces dernières remarques exigent quelques commentaires. Remarquons simplement pour l'instant que nous nous trouvons ici devant une assez stricte application (en théorie, mais en théorie seulement) d'un calcul de la rémunération du travailleur s'appuyant sur la productivité. Les kibbutznik n'étant pas payés en monnaie, mais directement en biens et services, le volume de cette contrepartie biens et services perçue en échange de leur travail va en diminuant ou en augmentant, selon le volume global du revenu produit par la collectivité. D'où l'intérêt de tous à participer au développement du revenu de la collectivité, en vue d'accroître la valeur de la journée de travail. Étant admis que le travail dans un kibbutz ne se conçoit pas sans une forte dose d'idéal, on ne s'étonnera plus, désormais, de la remarque de Weingarten à propos de l'indice de réussite d'un kibbutz.

Nous énoncerons encore une dernière remarque à propos du travail et du salaire. Bien que la règle de non-salariat soit absolue en théorie, elle doit souffrir quelques exceptions. Ainsi, par exemple, certains kibbutzim, faute de ressources, ont dû envoyer (au moins à leurs débuts) des kibbutznik travailler de façon salariée, hors de la communauté, étant entendu que les gains acquis de la sorte revenaient automatiquement dans la comptabilité commune. Signalons encore que les kibbutzim eux-mêmes ont dû, dans un certain nombre de cas, accepter des travailleurs étrangers à la communauté, et bien entendu, leur servir un salaire. Tel est le cas, par exemple, de certains kibbutzim désireux d'obtenir un prêt du gouvernement pour la construction d'une route: le gouvernement exigeait, en échange de son avance, l'embauchage de nouveaux immigrants, lesquels, bien entendu, devaient être salariés[2].

1. Weingarten, *op. cit.*, pp. 36-37.
2. *Idem*, p. 44.

Nous avons souligné la dernière phrase de l'exemple précédent donné par Weingarten: cette distinction assez surprenante entre activités productrices de revenu et activités de service. Ici, la mystique du travail prend, il faut le reconnaître, une allure un peu primaire, qui rejoint la conception physiocratique et celle des pré-classiques: seul est productif le travail manuel, et plus particulièrement encore, le travail manuel agricole. Donnons à ce propos quelques exemples et soulignons les faiblesses d'une telle conception du travail. Dans un kibbutz, les travaux communautaires tels que service à table, cuisine, sont assurés par roulement. Il y a roulement également dans les travaux administratifs. D'une part, on veut éviter une sorte de mandarinat au profit d'une classe de nouveaux privilégiés, ce qui serait le cas si les fonctions de gestion se trouvaient trop longtemps détenues par les mêmes individus. D'autre part, la rotation se trouve en partie imposée par le mépris dans lequel est tenu tout travail non manuel. Le travail d'enseignement, par exemple, est tenu dans le plus profond mépris, ce qui ne manque pas d'être paradoxal, dans un pays qui se reconstitue de toutes pièces, et dans des kibbutzim où l'on ne manque ni d'intellectuels, ni d'occasions d'organiser concerts, conférences, etc. . . La plupart des auteurs font remarquer qu'un instituteur est admiré de ses élèves, non pas tant pour la qualité de son enseignement que pour ses aptitudes à conduire un tracteur. Il résulte de cet état d'esprit une absence de véritable spécialisation (rotation dans les attributions), qui pourrait fort bien expliquer certaines difficultés rencontrées dans la gestion comptable de tel ou tel kibbutz.

Poussée à l'extrême, comme cela est souvent le cas, la conception quasi physiocratique d'un seul travail véritablement productif (le travail manuel agricole) explique également le pourquoi des difficultés rencontrées par les kibbutzim dans l'organisation d'industries annexes. Les auteurs les plus divers s'accordent à rapporter la répugnance d'innombrables kibbutznik à travailler ailleurs qu'aux champs. On ne poussera pas à l'extrême ce qui vient d'être dit. Sans aucun doute, sous la pression des difficultés rencontrées durant leur histoire déjà longue, les kibbutznik ont-ils dû évoluer. Il sera question, ultérieurement, de certaines activités industrielles fort actives. Il est pourtant regret-

table de constater que les kibbutzim, oeuvre créée de toutes pièces par des intellectuels, se soient embourbés dans des considérations qui méritent le qualificatif de primaires.

N'y a-t-il pas, dans tout cela, influence de ce que nous avons appelé la mystique de l'égalité? C'est à ce troisième aspect du problème que nous nous intéresserons à présent.

* * *

Pour la simplification de l'exposé, nous réduirons ces quelques remarques à deux catégories fondamentales: égalité de tous en droits (ce sera le premier principe), égalité de tous en devoirs (ce sera le second principe).

Nous allons nous demander quelle influence exerce sur l'activité économique du kibbutz ces deux principes d'essence philosophique.

L'exemple-type de cette égalité des droits est celui de l'assemblée hebdomadaire au cours de laquelle se trouvent mis en discussion les principaux problèmes économiques qui intéressent la communauté. Un tel système a ses avantages: détermination aussi précise que possible des besoins individuels et collectifs, autocritique, critique de la gestion des responsables, etc. . . Mais on est en droit de considérer que le bilan du système est assez généralement défavorable. Nous nous contenterons d'un certain nombre de remarques à ce propos.

L'égalité se traduit tout d'abord à l'échelon le plus élevé, celui de la collectivité, chacun de ses membres détenant des droits strictement identiques à ceux des voisins. On notera qu'à ce propos il s'agit d'une forme de collectivisme infiniment plus poussée que celle, par exemple, des kholkhoses soviétiques. Où cela mène-t-il le kibbutz? Il y a, chez les auteurs (en particulier chez Weingarten) des exemples à la fois savoureux et regrettables: tel est le cas, par exemple, de ce kibbutznik à qui ses parents, demeurés aux États-Unis, voulaient envoyer un réfrigérateur. L'argument invoqué était le suivant: chaque kibbutznik reçoit annuellement une certaine allocation en monnaie. Nos relations avec un grossiste nous permettent de vous faire un cadeau dont le prix n'excède pas le montant de votre allocation. À la suite

de quoi l'assemblée générale consultée opposa son vote à l'acceptation du cadeau: celui-ci menaçait l'égalité des droits de tous les kibbutznik. Il est bien entendu qu'une telle argumentation n'a que peu de valeur. Il est pourtant un fait certain: de semblables raisonnements apparaissent couramment dans les réunions des kibbutznik. On en vient alors à se demander si l'égalité à tout prix, en tant que conception philosophique, ne risque pas d'entraîner pour les kibbutzim plus d'inconvénients économiques que d'avantages: l'enrichissement ne doit être que collectif, ce qui fait obstacle à l'esprit d'initiative des particuliers. Une telle critique, évidemment, ne concerne dans le fond pas plus le système même des kibbutzim que tout système économique d'inspiration collectiviste. De même, l'obligation faite à tous les kibbutznik de verser dans l'actif commun tout élément de richesse tombé en leur possession (cadeau reçu, fortune personnelle, salaire perçu pour travail hors du kibbutz, etc. . .) relève d'une logique rigoureuse sans doute, mais par trop inhumaine. Des mouvements de réaction se sont déjà dessinés à plusieurs reprises dans certains kibbutzim. Les défenseurs du kibbutz y voient de dangereuses manifestations susceptibles de rompre les liens de la solidarité sur lesquels repose en somme tout le système.

À un stade plus restreint (celui de la famille), la notion d'égalité de tous devant les droits ne risque-t-elle pas d'avoir des conséquences de nature économique? Nous pensons que l'excès d'égalité, en tuant la famille, condamne le kibbutz à être un produit socialement dangereux (à notre point de vue, il est vrai!). Dans tous les pays du monde, la vie organique commence au stade familial. Dans un système collectiviste aussi rigoureux que celui du kibbutz, la cellule familiale a littéralement volé en éclats. La faiblesse de la famille est évidente: l'enfant échappe au contrôle de ses parents. Il dort dans des chambres communautaires, avec d'autres enfants, il lui est loisible de demeurer au kibbutz si ses parents le quittent (à la condition toutefois qu'il ait été accepté comme membre du kibbutz par la communauté elle-même).

Ainsi, l'égalité des enfants et des parents (si contraire aux traditions patriarcales juives) dont s'enorgueillit le kibbutz, au nom de l'idéal socialiste, conduit-elle de façon presque obligatoire, au point de vue économique, à une organisation du type collec-

tiviste. Somme toute, nos remarques sont valables pour toute organisation économique strictement planifiée: disparition du système moléculaire, apparition d'un système atomique où chaque élément perd sa nature propre au profit d'un nouvel ensemble: celui du système global lui-même.

L'intérêt de cette remarque réside dans le fait que tel est bien, précisément, le but poursuivi par le système du kibbutz: créer un type de Juif nouveau — le Juif paysan. Cela n'était possible que par la destruction des traditions familiales millénaires. Il y avait là, pour l'État d'Israël, une véritable condition d'existence. On reconnaîtra sans peine qu'une telle réorganisation exigeait la soumission des individualités à un but collectif. Le remarquable, dans tout ceci, est le fait que le résultat se soit trouvé atteint non pas de façon autoritaire, mais par un acte de libre volonté des individus. En cela, la différence est immense entre le collectivisme agraire du kibbutz et celui, par exemple, du kholkhoze. Dans le second cas, la renonciation des individus à leurs propres objectifs économiques (enrichissement, concentration de la propriété entre les mains du groupe familial, etc. . .) s'effectue de façon probablement moins libre. Dans le cas du kibbutz, cette renonciation est volontaire. Les kibbutznik peuvent, à leur gré, se retirer de la communauté.

Nous n'insisterons que très peu sur le second principe énoncé précédemment: l'égalité de tous les kibbutznik quant à leurs devoirs. La plupart de ces devoirs ressortent clairement du reste de notre analyse. Du point de vue économique, cette égalité se traduit en particulier par les obligations suivantes:

— interdiction de percevoir un salaire ou obligation de rapporter l'éventuel salaire à la caisse commune;

— obligation de partager avec la communauté tout don reçu (tout don non partageable devra être refusé; qu'on se rappelle l'exemple du réfrigérateur).

— devoir pour chaque kibbutznik d'accepter tout travail jugé utile à la communauté par l'assemblée hebdomadaire;

— devoir pour les gérants du kibbutz de renoncer à leur charge après un délai qui varie, selon le kibbutz (mais n'excède guère 2 ans);

— solidarité collective de tous les kibbutznik au cas de faillite financière du kibbutz. On se rappellera que tout nouveau kibbutznik est censé faire remise au kibbutz, lors de son admission, de sa fortune personnelle. On notera, à ce propos, que la responsabilité individuelle, en cas de faillite, se trouve limitée à 50 livres israëliennes.

* * *

Passons maintenant à cette autre caractéristique du kibbutz qu'est la mystique de l'autonomie économique.

Trois remarques nous paraissent s'imposer ici. L'autonomie du kibbutz lui-même est un mythe. Le kibbutz ne peut vivre seul. Il lui faut, coûte que coûte, combiner son fonctionnement avec celui d'entreprises complémentaires. L'autonomie du kibbutz à l'intérieur de l'État d'Israël n'est guère plus facile à atteindre, soit que l'État lui-même s'y refuse, soit que le kibbutz doive faire appel à l'État. L'autonomie du kibbutz est à ce point un mythe — au moins pour l'instant — que le kibbutz n'échappe pas à certains contrôles étrangers. Reprenons rapidement ces trois points de notre étude.

L'autonomie économique du kibbutz est un mythe. Nous laissons hors de la discussion le problème de l'indépendance des kibbutzim à l'égard des partis politiques. Nous aimerions seulement détruire au passage la fausse légende d'une collusion entre les kibbutzim et les pays communistes, ou encore entre les kibbutzim et l'U.R.S.S. En principe, et en réalité, toutes les opinions politiques sont admises à l'intérieur du kibbutz. On reconnaîtra seulement que l'U.R.S.S. a longtemps fait figure de modèle aux yeux de nombreux kibbutznik. Les cruelles persécutions antijuives dont la Russie a été maintes fois le terrain, ont été considérées, avec une indulgence incompréhensible, de «tragique malentendu». À l'heure actuelle, cependant, la majorité des kibbutznik paraissent plus attirés par l'Ouest que par l'Est. Il faut savoir que bon nombre d'entre eux ont suivi, avant leur arrivée au kibbutz, un entraînement agricole intensif aux États-Unis ou au Canada. Les Juifs américains sont nombreux au sein des kibbutzim. Enfin, l'Amérique elle-même ne manque pas de constituer, par l'intermédiaire des organisations sionistes, un

support financier très important du système lui-même. Deux partis politiques (le M.A.P.A.I. et le M.A.P.A.M.) se partagent, en fait, la vie politique d'Israël. Le MAPAI est le parti Israëlien du travail. Il domine ses concurrents. Son idéal est démocrate socialiste et nettement anti-communiste. Le MAPAM seul représente la tendance marxiste et réclame la nationalisation de toutes les activités économiques de l'État d'Israël et la dictature du prolétariat[1].

Jusqu'à présent, la seule obligation faite aux kibbutznik était celle d'une adhésion à l'*Histadrut*, c'est-à-dire à la Confédération Générale des Travailleurs Israëliens. On peut donc affirmer que, du point de vue politique, les kibbutzim conservent leur indépendance. Il convient de ne rien exagérer, évidemment. Certains récits d'intellectuels, ayant accompli des stages dans tel ou tel kibbutz, semblent réduire la portée de notre remarque. Il nous paraît toutefois ressortir de la majorité de nos lectures et de nos conversations une impression tempérée sur cette question.

Par contre, nous croyons pouvoir affirmer que l'autonomie économique du kibbutz est un leurre. Les kibbutznik arrivent à leur nouveau kibbutz avec des ressources financières extrêmement faibles. Les kibbutzim n'ont donc que deux possibilités: emprunter ou multiplier leurs activités annexes.

L'emprunt leur est souvent fermé. Le banquier privé auquel ils s'adressent ne manque jamais de leur faire remarquer, selon l'expression bancaire française, leur «absence de répondant». Le crédit qui leur est accordé ne peut reposer que sur très peu de valeurs admissibles du point de vue bancaire: leur travail, leurs terres, les bâtiments agricoles et les instruments aratoires dont ils disposent, leurs récoltes sur pied. Seules des banques coopératives agricoles peuvent accepter de consentir des prêts sur de telles garanties. Pour compliquer la situation, les terres des kibbutzim ont, la plupart du temps, été cédées à bail par le Fonds national Juif, moyennant une redevance annuelle. Ces aliénations ne sont d'ailleurs que provisoires (49 ans, période renouvelable).

Reste donc la seconde possibilité offerte au kibbutz: multiplier les activités annexes (en particulier, créer certaines industries

1. Weingarten, *op. cit.*, p. 143.

dont l'activité fournisse au kibbutz les biens qui lui manquent, et résolve en outre le problème de l'inactivité partielle des travailleurs agricoles pendant la période d'hiver).

Ces entreprises complémentaires ne sont, elles aussi, possibles que moyennant des ressources en capitaux. N'en disposant pas eux-mêmes, les kibbutzim vont donc renoncer à une partie de leur autonomie financière. On objectera que la chose n'a guère d'importance, semblable situation étant somme toute le propre de tout emprunteur, ou de tout entrepreneur à la recherche de nouveaux associés. Il convient pourtant de relever que l'autonomie, l'indépendance de la collectivité kibbutz, sont le premier objectif du kibbutz. L'idée fondamentale sur laquelle s'appuye le système est précisément celle que la libération de l'homme à l'égard du besoin doit s'accompagner d'une libération quasi absolue à l'égard des contraintes propres à un régime capitaliste. A ce point de vue, par conséquent, l'objectif du kibbutz nous paraît inaccessible, ou en tout cas relever d'un optimisme véritablement utopique.

D'autre part, l'autonomie du kibbutz à l'intérieur de l'État d'Israël n'est guère possible, elle non plus. Il n'est pas de l'intérêt de l'État israëlien d'accepter une série d'États dans l'État. Même si le danger couru demeure faible du point de vue politique, il est possible, au moins en théorie, que ne coïncident pas de façon étroite le planisme national et ces divers petits planismes locaux. La remarque doit être cependant tempérée. Les kibbutzim ont chronologiquement précédé la naissance d'un État israëlien indépendant. Les kibbutzim ont en quelque sorte préparé le terrain au principal objectif économique de l'État d'Israël: celui de la renaissance d'une agriculture nationale, d'une classe paysanne juive. En outre, aucune entreprise agricole individuelle ou capitaliste n'eût probablement accepté de courir les risques d'une mise en exploitation des terres frontalières les plus déshéritées (zones désertiques) et les plus exposées à l'insécurité (zones d'attaques arabes). Cette oeuvre de pionniers accomplie par des volontaires animés de l'idéal coopératif, ne pouvait que représenter un élément d'actif supplémentaire pour l'économie israëlienne. Il faut dire cependant que les intérêts du kibbutz et de l'État ne coïncident pas toujours. L'État d'Israël, par exemple, doit résoudre, en

priorité, le problème d'une immigration massive à laquelle il convient de trouver d'urgence des emplois salariés; le kibbutz s'oppose à la notion du salariat. Ce n'est qu'un exemple de l'une des incompatibilités d'intérêt signalées. Or les kibbutzim doivent faire appel à l'État en maintes circonstances ou subir ses lois: nécessité de demander l'aide de l'État sous forme de prêts, obligation d'employer des immigrants et de les salarier, nécessité d'envoyer des kibbutznik travailler hors du kibbutz, etc. . .

Enfin, l'autonomie du kibbutz à l'égard de l'étranger, quoique certaine d'une façon générale, subit tout de même un certain nombre de restrictions secondaires. L'État d'Israël lui-même a cru nécessaire de favoriser les importations de capitaux étrangers en établissant un taux de change avantageux. Nous avons déjà signalé l'aide apportée aux premiers kibbutzim par Rothschild. Il ne faut pas exagérer la portée de la présente remarque.

Signalons cependant, à l'appui de ce qui vient d'être dit, l'exemple de l'AMPAC (American Israel Trading Corporation), société à capitaux américains, qui a investi un million et demi de dollars dans une usine de la vallée du Jourdain[1]. Ici, nous touchons précisément au domaine de la nécessaire intégration des kibbutzim à l'intérieur d'une organisation coopérative beaucoup plus vaste, comprenant non seulement des entreprises agricoles, mais également des entreprises à fins industrielles. Nous allons y revenir.

* * *

Quelles sont les réalisations pratiques à placer à l'actif des kibbutzim? Nous concentrerons notre analyse autour des deux points suivants: les réalisations accomplies sur le plan agricole et les réalisations accomplies sur le plan industriel.

Il convient tout d'abord d'effectuer un certain nombre de remarques générales sur le sujet des réalisations agricoles des kibbutzim. En plus d'avoir recréé, après deux mille ans de rupture, une classe agricole israëlienne, les kibbutzim ont le droit de porter à leur actif des réussites surprenantes. La plus brillante nous paraît être la reconquête des régions limitrophes, la preuve de l'incapacité arabe en matière agricole recevant ici son point

1. Weingarten, *op. cit.*, p. 74.

final. L'Arabe est un dépeupleur. Il avait accrédité la légende d'une improductivité absolue du sol israëlien, en ses régions limitrophes, à l'exploitation agricole. Tout autant qu'un argument économique, c'est un argument politique que les kibbutzim nous ont fourni contre le système économique musulman[1].

Nous rappellerons également, s'il en est encore besoin, le phénomène de l'insécurité incessante à laquelle ont dû faire face entre 1936 et 1938 (époque de leur croissance), puis au lendemain de 1948 (acte officiel de naissance de l'État d'Israël) les kibbutzim. Qu'on ajoute à tout cela les épuisantes querelles inter-pays (entre Israël et ses voisins) à propos du problème des eaux (eaux du Jourdain, en particulier), qu'on se souvienne du fait que les facilités d'irrigation constituaient (constituent encore), pour les kibbutzim, une question de vie ou de mort, et l'on estimera à leur juste valeur les progrès immenses accomplis du point de vue du rendement agricole.

Les chiffres eux-mêmes offrent une démonstration de l'exactitude de nos affirmations antérieures. Deux remarques s'imposent à leur sujet. Ils nous permettent de constater, dans l'évolution des kibbutzim, un phénomène de croissance continue. Ils nous permettent également de constater un phénomène de perfectionnement de la polyculture, de la culture mixte.

Les chiffres à notre disposition, en 1955, donnaient, par exemple, pour le kibbutz dit *Koutzat Kinneret*, si l'on s'en tient au bilan qu'il a lui-même publié à l'occasion de son quarantième anniversaire, les résultats suivants[2]:

Année	Surfaces cultivées (en dunams)	Population (unités)	Production de lait (en 100 litres)	Production de bananes (en tonnes)	Oeufs (en 100)	Poulets (unités)
1914....	0	14	0	0	0	0
1924....	900	44	64	4	8	270
1935....	2,000	198	264	15	241	1,500
1939....	2,000	315	324	180	175	1,200
1947....	3,500	532	334	475	530	5,000
1957....	8,000	752	531	665	1,708	11,000

1. Voir à ce propos notre article dans la *Revue de l'Université d'Ottawa*, juillet-septembre 1957, vol. 27, no 3, «Note sur le système économique des pays musulmans considéré à travers le Koran», pp. 322 ss.
2. Weingarten, *op. cit.*, pp. 75 et 76.

Quant à la liste même des produits (légumes, fruits, fleurs, etc...), le bilan de *Koutzat Kinneret* traduit ce caractère mixte dont nous avons parlé. Il y est question, par exemple, de poulets, de gros bétail, de moutons, de blé, d'orge, de fourrage, de betteraves à sucre, de lait de vache et de lait de chèvre, de bananes, de raisin, de pamplemousses, d'olives, de miel, etc. . . ; mais aussi de tracteurs, de *combines*, d'automobiles, de camions, tous instruments dont le nombre n'a cessé de s'accroître.

Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un cas isolé. En tant que mode de production, les kibbutzim, groupés en trois fédérations (deux affiliées au MAPAI, l'une affiliée au MAPAM), comprenaient respectivement, en 1954, 68 kibbutzim groupant 23,000 personnes, 67 kibbutzim groupant 23,000 personnes et 58 kibbutzim groupant 24,000 personnes. À ces trois fédérations s'ajoutaient encore des groupes secondaires, soit un supplément de 22 kibbutzim groupant 5,100 personnes[1].

Si l'on en croit un autre auteur, l'ensemble des fédérations de kibbutzim offrait en 1955 le bilan sommaire suivant[2]: 120,000 acres de terres exploitées, 10,000 têtes de bétail, 500,000 poules, 530 tracteurs, 280 camions, 160 *combines*, etc. . . pour un nombre total à peu près inchangé.

Quant aux réalisations accomplies par les kibbutzim sur le plan industriel, elles sont plus difficiles à présenter de façon détaillée. En premier lieu, le kibbutz n'est pas d'inspiration industrielle mais d'essence agricole. Il n'y a pas de doute à ce sujet, en dépit de certaines tendances intellectuelles contradictoires (les contradictions portant d'ailleurs plutôt sur des points de détail que sur les grandes lignes du problème)[3]. Le développement industriel ne saurait qu'être un développement annexe, secondaire. Il y avait donc grand péril, pour les kibbutzim, à vouloir mener de front, sans moyens financiers sérieux, des types d'entreprises n'obéissant pas aux mêmes règles d'organisation et de fonctionnement. En outre, sous le régime politique antérieur à l'indépendance israëlienne, le régime de la porte ouverte aux biens étrangers menaçait d'écroulement l'organisation kibbutz dont les conditions

1. E. Tauber, *op. cit.*, p. 48.
2. Weingarten, *op. cit.*, p. 8.
3. Consulter à ce propos E. Tauber, *op. cit.*, pp. 10, 11 et 12.

d'exploitation étaient plus que difficiles: des industries débutantes ne pouvaient soutenir dans des conditions satisfaisantes une concurrence menée par des organisations étrangères puissantes. Il convient d'ajouter que la capacité d'absorption du marché palestinien de l'époque demeurait limitée, compte tenu des revenus individuels et de la composition de la population. À ce dernier point de vue, les conditions se sont évidemment modifiées dans une mesure assez peu ordinaire. En un temps extrêmement bref, la population a doublé. Haïm Yadil écrit à ce propos: «Depuis l'établissement de l'État jusqu'au 30 septembre 1951, c'est-à-dire en l'espace de 40 mois, 670,000 émigrants, provenant de toutes les parties du monde, sont arrivés en Israël, alors qu'au moment de la déclaration d'indépendance il n'y avait au total que 665,000 Juifs dans le pays.»[1]

En outre, la moitié de ces émigrants provenaient de pays européens, c'est-à-dire apportaient avec eux leurs besoins en produits industriels, en même temps qu'ils augmentaient fortement la demande de biens agricoles. L'État d'Israël offrait donc un champ d'activité productrice à une industrie nationale, protégée cette fois-ci par un État indépendant et par une organisation du travail (l'*Histadrut*) d'une puissance considérable. Doublée en pourcentage (ou susceptible de doubler), la demande en biens industriels ne représentait tout de même, en volume absolu, qu'une augmentation trop faible pour exiger la création d'une grande industrie. La place se trouvait donc ouverte bien plus à une production de petites manufactures qu'à celle de grands groupements industriels.

Un tableau élémentaire traduit ces quelques remarques: le nombre des industries annexes des kibbutzim, qui était de 104 en 1944, a passé à 150 en 1949, et à 300 en 1953; pour les mêmes années, le nombre de leurs employés a été respectivement de 1,250, 2,500 et 4,000[2]. Ainsi, le nombre moyen des travailleurs par entreprise a passé d'environ 12 à un peu plus de 16, pour redescendre aux environs de 13. On demeure donc très nettement dans un domaine proche de celui de l'artisanat. Il y a sans doute, au sein de l'ensemble coopératif appelé *Hevrat Ovdim*, un certain nombre d'entreprises de dimensions importantes. On ne saurait

1. Haïm Yahil, «Le rassemblement des exilés», dans *Synthèses*, revue mensuelle internationale, 27, rue de la Limite, Bruxelles, 7e année, août-septembre 1952, nos 75-76, p. 155.
2. E. Tauber, *op. cit.*, p. 74.

pourtant dire que ces diverses entreprises appartiennent véritablement à la vie du kibbutz. Elles en sont plutôt les indispensables compléments.

Bon nombre de kibbutzim ont pensé qu'il serait utile d'organiser des industries d'hiver. Nous voulons dire par là qu'ils auraient créé de petites industries complémentaires, fonctionnant essentiellement pendant les saisons pauvres en travaux agricoles. C'était là une idée calquée en quelque sorte sur les petits artisanats jurassiens, dont certains ont d'ailleurs donné lieu à de très imposantes industries, au cours des vingt-cinq dernières années. Dans l'état actuel de leurs conditions d'exploitation, les kibbutzim ont dû s'en tenir à des activités en quelque sorte rationnelles, parce que complémentaires de leur fonctionnement: ateliers de charpenterie, par exemple, fabriques de contreplaqué (exportant même à l'étranger en petites quantités), usines de conserves de produits agricoles, fabriques de textiles. Il y a même l'exemple d'une importante usine de *masonite*, dans la vallée du Jourdain (dite AMPAL: American Israeli Trading Corporation). Ces diverses entreprises fonctionnent toutes, théoriquement, selon le principe de l'exclusion du travail salarié, ce qui, très probablement, en exclut les véritables spécialistes. La remarque vaut pour l'ensemble des industries kibbutz et nous paraît condamner le système à la stagnation.

* * *

Jusqu'à présent, les kibbutzim se sont heurtés à des difficultés économiques, mais plus encore à des difficultés politiques. Beaucoup ont cru, à l'étranger, y voir des communautés communistes affiliées à l'U.R.S.S. et, par crainte des mots, ont eu peur d'idées qu'ils ignoraient. En Israël même, le système des kibbutzim a subi de très violentes attaques. Des romans, en particulier, n'ont pas manqué d'insister sur certains aspects sociologiques du problème: rupture de la cellule familiale, promiscuité quelquefois dangereuse (et qui d'ailleurs a valu bon nombre de désertions aux kibbutzim). À l'inverse, certains auteurs et hommes politiques ont clamé hautement leur admiration. On prête en particulier au yougoslave Djilas l'affirmation selon laquelle les kibbutzim constitueraient les seules véritables expériences communistes du monde moderne.

Quoi qu'il en soit, le bilan économique paraît positif, même si, du seul point de vue de la politique israëlienne, l'unité nationale paraît quelquefois battue en brèche par ces États dans l'État, d'où est issue une bonne partie de l'armée israëlienne; États mi-civils, mi-militaires, qui prennent les armes lorsqu'ils sont attaqués par les Arabes, puis retournent aux travaux des champs. Le mouvement des kibbutzim n'est pas une Jacquerie, et c'est bien l'aspect producteur qui l'emporte. Au sein de l'économie israëlienne, le coopératisme du kibbutz apparaît une réalisation saine, logique, fructueuse, puisqu'ayant réussi dans ses deux objectifs initiaux: la création d'une classe agricole juive, une production au service d'un Sionisme vainqueur (celui qui a su recréer la patrie juive). Ainsi paraît s'être réalisée, en grande partie par les efforts de ces pionniers, la prophétie d'Isaïe: «O Maison de Jacob, élève-toi, nous voici».

Jean MEHLING,
professeur à la Faculté des sciences sociales (Ottawa).